



**Mémoire présenté au Comité permanent des
finances de la Chambre des communes dans le
cadre des consultations prébudgétaires en vue du
budget fédéral de 2025**

par : l'Association pulmonaire du Canada

le 1er août 2025

Canadian Lung Association
B R E A T H E

Association pulmonaire du Canada
R E S P I R E Z

Recommandations

Recommandation 1 : S'engager fermement à réduire l'impact croissant des enjeux liés à la qualité de l'air sur la santé des Canadien-nes.

- **Recommandation 1.1 :** Augmenter les investissements pour aider le Canada à atteindre ses objectifs liés aux véhicules moyens et lourds (VML).
- **Recommandation 1.2 :** Mettre en œuvre un plan pour accélérer l'électrification des autobus scolaires d'ici 2040 au Canada.
- **Recommandation 1.3 :** Inclure l'atténuation du radon dans les programmes de subventions pour l'efficacité énergétique.

Recommandation 2 : Adopter des mesures décisives pour prévenir la dépendance à la nicotine chez la jeune génération.

- **Recommandation 2.1 :** Continuer à augmenter les taxes sur le tabac.

Recommandation 3 : Augmenter le financement de la recherche respiratoire dans trois axes spécifiques afin de soutenir la santé pulmonaire des Canadien-nes.

Recommandation 1 : S'engager fermement à réduire l'impact croissant des enjeux liés à la qualité de l'air sur la santé des Canadien-nes.

Les Canadien-nes sont déjà confronté-es aux répercussions sanitaires et financières de la crise climatique, par le biais de conditions météorologiques extrêmes, d'une aggravation des affections pulmonaires et d'une détérioration de la qualité de l'air. De fait, la pollution atmosphérique au Canada entraîne chaque année des milliers de visites à l'hôpital et plus de 15 000 décès prématurés.¹

Selon un sondage mené par l'Association pulmonaire du Canada, plus de la moitié des Canadien-nes considèrent que la qualité de l'air affecte de plus en plus leur vie quotidienne, et plus d'un tiers affirment que la mauvaise qualité de l'air a déjà des effets sur leur santé.

Quatre-vingt-six pour cent (86 %) sont d'avis que les solutions aux impacts de la mauvaise qualité de l'air sur la santé devraient être une priorité.¹

Le secteur des transports est l'une des principales sources de pollution atmosphérique néfaste au Canada et dans le monde, représentant 25 % de nos émissions de gaz à effet de serre.^{2,3} Les gaz d'échappement des moteurs diesel, considérés comme cancérigènes chez l'humain, sont particulièrement préoccupants pour la santé pulmonaire.^{2,3}

L'exposition au diesel entraîne d'importants effets à court et à long terme sur la santé respiratoire, tels qu'une capacité pulmonaire réduite, une inflammation accrue et un risque accru d'asthme et de maladie pulmonaire obstructive chronique.^{3,4}

On estime que les émissions des moteurs diesel provoquent chaque année, au Canada, 2,2 millions de journées de symptômes respiratoires aigus, 170 000 journées de symptômes d'asthme et 3 000 épisodes de bronchite aiguë chez l'enfant.^{3,4}

L'Association pulmonaire du Canada appuie également les recommandations concernant la pollution atmosphérique liée à la circulation automobile contenues dans le rapport de la Coalition pour un budget vert.⁵

Recommandation 1.1 : Augmenter les investissements pour aider le Canada à atteindre ses objectifs liés aux véhicules moyens et lourds (VML).

Au-delà des effets de la mauvaise qualité de l'air, notre sondage révèle que les Canadien-nes font un lien entre les émissions liées à la circulation automobile et la pollution atmosphérique. Par conséquent, la population canadienne est très favorable à des mesures pour réduire l'impact direct des émissions liées à la circulation automobile sur la pollution atmosphérique. Quatre-vingt-deux pour cent (82 %) des Canadien-nes sont en faveur de cibles intermédiaires pour aider le Canada à atteindre ses objectifs ambitieux concernant les véhicules moyens et lourds (VML) zéro émission.

L'Association pulmonaire du Canada est heureuse d'avoir appuyé le ministre de l'Environnement et du Changement climatique lors de sa récente annonce sur la réglementation des véhicules légers. Elle incite à présent le gouvernement à planifier sans tarder la réglementation des VML. Il sera crucial d'examiner les impacts sur la santé et de les intégrer dans ce processus de planification et d'analyse.

Entre-temps, le mandat du gouvernement du Canada en matière de véhicules électriques légers fait l'objet de pressions. Nous exhortons le gouvernement à tenir bon et à maintenir le mandat relatif aux véhicules électriques légers, car d'importants progrès ont été réalisés vers l'électrification des véhicules légers.

Recommandation 1.2 : Mettre en œuvre un plan pour accélérer l'électrification des autobus scolaires d'ici 2040 au Canada.

Plus de deux millions d'enfants au Canada prennent l'autobus scolaire tous les jours; 70 % de ces véhicules sont alimentés au diesel.⁴ L'Association pulmonaire du Canada est l'un des nombreux membres de l'Alliance canadienne pour l'électrification des autobus scolaires (ACEAS) qui réclament l'électrification des autobus scolaires d'ici 2040. Selon un récent sondage, 82 % des Canadien-nes sont favorables aux mesures visant à accélérer l'électrification des autobus scolaires.¹

Au cours de la dernière décennie, des améliorations en matière de coût et de performance des batteries ont considérablement augmenté l'autonomie des autobus scolaires électriques (ASE). Les nouveaux ASE disponibles sur le marché ont une autonomie d'environ 160 km, ce qui suffit aux besoins quotidiens dans la plupart des cas.⁴

En 2021, le gouvernement du Canada a créé le Fonds pour le transport en commun à zéro émission, un investissement de 2,75 milliards de dollars pour aider les exploitants de transport en commun et d'autobus scolaires à passer à des véhicules zéro émission, de la planification à l'achat des véhicules, en passant par la construction d'infrastructures.⁶ Le gouvernement s'est également engagé à aider les agences de transport en commun et les commissions scolaires à convertir leur parc d'autobus à une technologie zéro émission, par la planification et l'achat d'au moins 5 000 autobus zéro émission, ainsi que les infrastructures nécessaires.⁴

Des fonds supplémentaires sont requis pour accélérer la mise en œuvre, y compris pour rehausser la sensibilisation et renseigner le public sur les bienfaits importants de la transition des parcs d'autobus scolaires pour la santé de nos enfants. Le processus d'octroi des fonds supplémentaires devrait être simplifié et facile d'accès pour ceux qui en ont besoin.

Récemment, le Nouveau-Brunswick a annoncé une mise à jour de sa Loi sur l'assainissement de l'air afin d'électrifier tous les véhicules de son gouvernement (y compris les autobus scolaires) d'ici 2035. Le gouvernement fédéral devrait suivre cet exemple en s'engageant à des mesures et à une feuille de route similaires.

Le financement devrait adopter une approche d'équité en santé, afin de prioriser les régions touchées de manière disproportionnée par la pollution atmosphérique liée à la circulation automobile. Un éventuel plan complet (y compris sur la mise en œuvre) devrait inclure des cibles intermédiaires dans l'atteinte des objectifs liés aux véhicules moyens et lourds, y compris les autobus scolaires.

Recommandation 1.3 : Inclure l'atténuation du radon dans les programmes de subventions pour l'efficacité énergétique.

Le budget de 2021 comprenait un investissement de 4,4 milliards de dollars dans la rénovation énergétique des maisons des Canadien-nes; le budget de 2022 a engagé des fonds

supplémentaires dans des programmes pour des maisons et des bâtiments plus verts; et le budget de 2023 a renforcé cet engagement.⁷⁻⁹ Ces programmes sont importants pour aider les Canadien-nes à économiser et à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre. Toutefois, en isolant mieux leurs maisons pour une meilleure efficacité énergétique, les Canadien-nes peuvent s'exposer au radon.

Le radon est la deuxième principale cause de cancer du poumon. Heureusement, lorsqu'un test révèle une concentration élevée de ce gaz, des systèmes d'atténuation peuvent être installés. De nombreux(-ses) Canadien-nes ignorent encore toutefois l'existence du radon et ses risques pour la santé.¹⁰ D'autres peuvent être réticent-es à faire un test, pour éviter les coûts associés à l'atténuation.¹⁰ L'inclusion de l'atténuation du radon dans les programmes de subventions pour l'efficacité énergétique permettrait de remédier aux effets non intentionnels de l'amélioration de l'efficacité énergétique des maisons, en assurant une meilleure qualité de l'air intérieur et extérieur.

Outre les programmes de subventions, l'APC invite le gouvernement du Canada à prendre des engagements similaires à ceux qu'a récemment pris le gouvernement du Nouveau-Brunswick. En mettant à jour sa Loi sur l'assainissement de l'air, le Nouveau-Brunswick a assuré le droit à l'air pur à tou-te-s ses résident-es. De plus, il exige à présent que toutes les nouvelles écoles et tous les nouveaux hôpitaux, établissements de soins de longue durée et autres bâtiments publics soient équipés de systèmes de filtration de l'air modernes. L'APC espère un engagement similaire de la part du gouvernement du Canada.

Recommandation 2 : Adopter des mesures décisives pour prévenir la dépendance à la nicotine chez la jeune génération.

Le tabagisme est la principale cause de maladie et de décès évitables au Canada, tuant plus de 46 000 personnes par année. Le taux national de tabagisme est en baisse, mais trop de personnes fument encore. En 2018, la nouvelle Stratégie canadienne sur le tabac avait pour objectif de réduire à moins de 5 % le taux de tabagisme d'ici 2035. Cet objectif de santé publique ambitieux nécessite des mesures décisives. Dans une enquête menée par l'APC, 13,9 % des répondant-es ont dit que l'enjeu de santé pulmonaire le plus urgent au pays était le nombre de jeunes qui vapotent; 12,7 % ont dit qu'il s'agissait des dépenses en soins de santé liées à l'utilisation du tabac. Dans l'ensemble, cela indique que de nombreux(-ses) Canadien-nes souhaitent des mesures concrètes dans ce dossier.

L'APC salue les réalisations du gouvernement libéral précédent pour réduire le taux de tabagisme au pays, notamment l'annonce d'un cadre fédéral pour le recouvrement des coûts liés au tabac. Malgré ces récents progrès, des efforts supplémentaires sont requis pour prévenir la dépendance à la nicotine chez la jeune génération, y compris la mise en place d'un cadre de recouvrement des coûts liés au vapotage, car le Canada affiche l'un des taux de

vapotage les plus élevés au monde chez les adolescent-es. Les données continuent de démontrer que les jeunes et les non-fumeur(-euse)s ne devraient pas utiliser ces produits. Par exemple, une récente étude de l'Université d'Oxford a révélé que le vapotage double le risque de maladie pulmonaire sévère, même chez des personnes n'ayant jamais fumé. Nous espérons que le gouvernement fédéral actuel poursuivra les progrès réalisés par son prédécesseur dans ce dossier.

Par conséquent, l'APC demande au gouvernement du Canada d'augmenter d'au moins 12 % le taux de taxation des cigarettes électroniques et d'amorcer la phase 2 du Règlement sur les frais de recouvrement des coûts, qui cible les fabricants de cigarettes électroniques en plus des fabricants de tabac.

Recommandation 2.1 : Continuer à augmenter les taxes sur le tabac.

Les taxes sur le tabac sont l'un des leviers politiques les plus efficaces pour prévenir l'utilisation du tabac, en particulier chez les jeunes. En collaboration avec d'autres organismes de santé, l'Association pulmonaire du Canada a appelé à une augmentation de 4 \$ par cartouche de 200 cigarettes ainsi qu'à des augmentations proportionnelles pour les autres produits du tabac. Cette somme supplémentaire considérable pourrait être affectée aux priorités du gouvernement tout en servant à appuyer d'importantes mesures de santé publique.

Il convient de noter que les arguments selon lesquels les taxes stimulent la contrebande ou font injustement grimper les prix ne devraient pas être considérés comme des motifs légitimes pour éviter toute augmentation. L'industrie du tabac continue pour sa part à augmenter ses prix, générant des revenus estimés à plus de 2,6 milliards de dollars par année.

L'augmentation continue des taxes sur le tabac est l'un des plus importants outils préventifs dont nous disposons; elle devrait faire partie de toute stratégie complète visant à réduire la consommation de tabac.

Recommandation 3 : Augmenter le financement de la recherche respiratoire dans trois axes spécifiques afin de soutenir la santé pulmonaire des Canadien-nes.

La recherche en santé respiratoire est largement sous-financée et cela a des effets sur la santé. L'article « Breathing Barriers : Bridging Lung Health, Research, and Awareness Gaps » publié dans *The Lancet* en 2025 a révélé que la recherche en santé respiratoire est insuffisante et inéquitable, et que cela constitue une occasion manquée. L'APC et de nombreux autres organismes du domaine respiratoire ont fait valoir ces conclusions dans un communiqué conjoint.

Les auteur-es de l'article signalent que la maladie pulmonaire obstructive chronique (MPOC), l'asthme et la fibrose pulmonaire sont l'un des principaux facteurs de mortalité à l'échelle

mondiale, et la troisième cause de décès avec aide médicale au Canada. Alors que les dépenses liées à la MPOC constituent 0,1 % du PIB annuel mondial, le volume de recherches publiées en pneumologie a diminué, ces dernières décennies, par rapport à d'autres catégories de maladies.

L'APC réclame les mesures suivantes afin de mieux soutenir la recherche en santé respiratoire au Canada :

1. Augmenter le financement des trois organismes subventionnaires fédéraux, y compris les Instituts de recherche en santé du Canada (IRSC) et le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada.
2. Créer un fonds d'accélération de la recherche qui jumelle des entreprises et des organismes à but non lucratif au palier provincial et qui les incite à investir dans la recherche directe et indirecte.
3. Supprimer le plafond lié au nombre de stagiaires internationaux(-ales).

Références

1. Abacus Data Survey. 2023. Commandé par l'Association pulmonaire du Canada. <https://abacusdata.ca/outdoor-air-quality-is-having-an-increased-impact-on-daily-lives/>
2. Gouvernement du Canada. 2020. Les effets de la pollution atmosphérique sur la santé. www.canada.ca/en/environnement-climate-change/campaigns/canadian-environment-week/clean-air-day/health-impacts-air-pollution.html
3. American Lung Association. 2020. Road to clean air report. <https://www.lung.org/getmedia/99cc945c-47f2-4ba9-ba59-14c311ca332a/electric-vehicle-report.pdf>
4. Pollution Probe. 2022. Opportunities for accelerating school bus electrification in Ontario. Accessed at: <https://www.pollutionprobe.org/wp-content/uploads/2022/05/White-Paper-Opportunities-for-accelerating-school-bus-electrification-in-Ontario.pdf>
5. Green Budget Coalition. 2024. Recommandations relatives au budget de 2024. <https://greenbudget.ca/wp-content/uploads/2023/11/Green-Budget-Coalition-Recommendations-for-Budget-2024-November-10-2023.pdf>
6. Gouvernement du Canada. 2022. Fonds pour le transport en commun à zéro émission. <https://www.infrastructure.gc.ca/zero-emissions-trans-zero-emissions/index-eng.html>
7. Budget fédéral de 2022: Un plan pour faire croître notre économie et rendre la vie plus abordable. <https://budget.gc.ca/2022/report-rapport/toc-tdm-en.html>
8. Gouvernement du Canada. Budget de 2021. Une relance axée sur les emplois, la croissance et la résilience. <https://www.budget.gc.ca/2021/home-accueil-en.html>
9. Government of Canada. Budget 2023. A made in Canada plan. <https://www.budget.canada.ca/2023/pdf/budget-2023-en.pdf>
10. Environics Research. 2018. 2018 National Radon Awareness Survey : créé pour Santé Canada.
11. Gouvernement du Canada. 2022. Stratégie canadienne sur le tabac. <https://www.canada.ca/en/health-canada/services/publications/healthy-living/canada-tobacco-strategy.html>

À propos de l'Association pulmonaire du Canada

L'Association pulmonaire du Canada est l'organisme chef de file au Canada qui se consacre à aider les Canadien-nes à mieux respirer. Nous travaillons à sauver des vies, à prévenir les maladies pulmonaires et à améliorer la santé pulmonaire par la recherche, le plaidoyer, l'éducation et le soutien. En tant qu'organisme de bienfaisance de santé dirigé par des bénévoles, nous dépendons des dons du public pour appuyer notre mission de mener des initiatives nationales et internationales en santé pulmonaire, prévenir les maladies pulmonaires, aider les gens affectés à gérer leur maladie et promouvoir la santé pulmonaire.

www.poumon.ca